

La population indienne constitue 1/6 de l'humanité. Il y a quelques années, la population de l'Inde était égale à celles de l'Afrique et de l'Amérique latine réunies ! Ce « presque continent » est souvent considéré comme « puissance émergente » mais il est important d'être conscient qu'il y existe une très grande disparité : 40% de la population peut être considérée comme « les oubliés du miracle économique indien » (dalits, adivasis, nomades ^[1]En Inde, les Dalits (littéralement «brisé et opprimé », parfois appelés les « intouchables ») sont les individus exclus du système des castes. Les adivasis sont une communauté indigène ... Continuer la lecture), et pourtant on parle bien d'une démocratie! 70% de la population devraient vivre de l'agriculture paysanne. Pourtant, on assiste à ce que l'on appelle de plus en plus communément « un accaparement des terres » au profit de grandes multinationales, entre autres minières. Il en résulte une pauvreté locale croissante et un phénomène social alarmant : le suicide des sans-terre indiens.

Le leader pacifiste Ramesh Sharma s'interroge : « Pourquoi tant de gens devraient être expulsés de leur emploi traditionnel comme la pêche, la culture du riz ainsi que la culture et la commercialisation de noix de bétel, dans le but de créer des emplois pour une poignée de gens dits « instruits »? Pourquoi le gouvernement s'entête-t-il à satisfaire les intérêts d'une société (...) étrangère en dépit de toutes les résistances que les gens ont mises en place au cours de ces cinq dernières années ? ^[2]Cité dans la Newsletter d'Ekta Parishad Belgique, 21 janvier 2013 ». « Il est difficile de trouver une réponse à ces questions », dit-il. Pourtant, c'est dans une volonté de dialogue avec le gouvernement que le Mouvement Ekta Parishad a rassemblé, cinq ans après la marche Janadesh (« Verdict du peuple »), près de 100 000 personnes qui ont marché à travers l'Inde. En octobre 2013, JanSatyagraha, la « marche non violente pour la justice » a gagné un pari fou : mettre les autorités devant leurs responsabilités et les obliger à prendre des engagements pour une réforme agraire effective. Face à cette situation, le mouvement Ekta Parishad a décidé de mener une action d'envergure. Inspiré par Gandhi, son leader, P.V. Rajagopal, a choisi la voie de la non-violence pour amener ceux qu'il appelle les « invisibles » à revendiquer un lopin de terre, mais aussi ce qui va avec : une reconnaissance comme citoyens (nombreux sont ceux qui n'ont pas de papiers d'identité) et par là-même leur droit à un travail et à un logement. À ses yeux, la non-violence a cette capacité de transformer les faiblesses des gens en une force. Leur force, ils l'ont construite en sillonnant pas à pas le pays, en récoltant des milliers de témoignages leur permettant de construire leur message et leurs revendications. Globaliser la solidarité La force du mouvement Ekta Parishad vient aussi de sa capacité à créer des liens au niveau international. Non seulement Rajagopal prend régulièrement son bâton de pèlerin pour partager son expérience, en Europe et ailleurs, mais de plus le mouvement encourage l'action collective : agir ensemble pour le bien de tous! Une école suisse se mobilise pour parrainer des jeunes marcheurs indiens, des agriculteurs français

participent à la Marche indienne... La Belgique n'est pas en reste. Une antenne belge coordonne les actions de solidarité menées depuis notre pays. Jacques Vellut se donne une mission de facilitateur : faire connaître l'action d'Ekta Parishad et créer des réseaux de solidarité pouvant soutenir les revendications indiennes. Que pouvons-nous faire depuis la Belgique? Pour Jacques Vellut, différents niveaux d'implication citoyenne sont possibles : le minimum est de s'informer, d'être conscient de la situation de s'y intéresser et ... de corriger et nuancer les opinions qu'on entendrait sur ce pays. Il est également nécessaire de constater que le problème « particulier » de l'accapement des terres dans un pays à 70% agricole est en fait un problème mondial, présent dans de nombreux autres pays du monde... « Pacha mamma » pour les Latinos, la terre n'appartient à personne, ou plutôt elle appartient à la communauté comme c'était le cas dans la plupart des pays (du Sud au moins). Même si le contexte est différent en Europe, chez nous aussi, la terre est devenue un « produit » (que l'on vend, que l'on achète, qui est l'objet de spéculation). Si l'on veut être conséquent, on peut donc aussi défendre nos paysans, en achetant « local et proche » (Groupes d'Achat Communs, par exemple), en permettant à des jeunes de pouvoir acquérir des terres, en soutenant les petits artisans et les syndicats paysans, en encourageant une utilisation plus rationnelle des terres (densification des villages, habitat groupé, limitation des zonings industriels, réutilisation des friches industrielles...). Citons ici le travail des AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) qui ont entre autres objectifs non seulement d'offrir au consommateur des aliments frais, de saison et de qualité mais aussi de garantir un revenu au paysan, de créer des emplois de proximité et de favoriser le dialogue social entre monde urbain et monde rural. L'implication de Justice et Paix En décembre 2012, Justice et Paix a collaboré, avec plus de dix autres associations, à l'organisation d'une rencontre avec Rajagopal. Pour Jacques Vellut, cheville ouvrière de cette rencontre « il fallait profiter du passage de Rajagopal en Belgique après l'événement de la grande marche d'octobre : informer et sensibiliser un public toujours plus large et surtout faire connaître ces méthodes non-violentes... pas très courantes et souvent contestées alors qu'elles méritent d'être mondialisées! ». Bilan plutôt positif pour cette rencontre, puisque, même si l'organisateur espérait davantage de succès, la centaine de personnes présentes a montré un réel intérêt et un débat interactif avec Rajagopal a eu lieu. Autre élément à mettre en avant : la collaboration avec plusieurs associations (dont Justice et Paix) d'orientations très variées : ONG, associations d'éducation permanente, de sensibilité chrétienne ou bien laïques... toutes ont accepté, non seulement de financer cette initiative, mais également de s'impliquer dans l'organisation et de diffuser l'information. Cette rencontre était aussi l'occasion de fêter la victoire des sans-terre indiens : en octobre 2012, après la seconde marche d'envergure, le gouvernement indien s'est engagé à mettre en place une réforme agraire. Concrètement, les deux principaux points d'accord portent sur : - l'adoption d'une provision légale pour fournir des terres arables aux sans-terre et des

terres habitables aux sans-abri ; - l'établissement, d'ici avril 2013, de l'ébauche d'une politique nationale de réforme agraire. Bien sûr, tout n'est pas joué. Il s'agira, pour les sans-terre comme pour la Communauté internationale dont nous faisons partie, de s'assurer que les promesses soient tenues. D'ici là, de nombreuses étapes doivent être franchies: le vote de textes législatifs et leur mise en application sur le terrain, la mise en place de tribunaux de procédure accélérée permettant de résoudre les innombrables procédures en cours. Citons enfin la mise en place d'un groupe de travail sur les réformes agraires mené par le Ministre du développement rural. Si le gouvernement indien veut faire preuve de bonne volonté et suivre l'esprit des revendications non violentes du Mouvement Ekta Parishad, il faudra nécessairement que ce groupe de travail implique les organisations de la société civile. Rendez-vous donc le 11 avril : c'est à cette date qu'Ekta Parishad va faire le bilan (après 6 mois) de ce qui a progressé... Pour en savoir plus sur le Mouvement Ekta Parishad et recevoir leur newsletter électronique : <http://www.ektaparishad.com/> Pour soutenir l'action d'Ekta Parishad Belgique, contactez [Jacques Vellut](#) : *Axelle Fischer*

Documents joints

[En chemin pour une réforme agraire : victoire des sans-terre indiens](#)

Notes

Notes

↑1 En Inde, les Dalits (littéralement «brisé et opprimé », parfois appelés les « intouchables ») sont les individus exclus du système des castes. Les adivasis sont une communauté indigène subissant des violations répétées de leurs droits dans le cadre des affrontements entre les forces de sécurité et les milices privées d'une part et les Maoïstes armés d'autre part dans l'Etat du Chhattisgarh, au centre de l'Inde. Source : <http://tinyurl.com/Amnesty-fr-adivasis>

↑2 Cité dans la Newsletter d'Ekta Parishad Belgique, 21 janvier 2013